

Bruno Le Maire fustige l'attitude "indigne" de Ford

25/02/2019 à 19h01



Le ministre de l'Economie regrette que Ford n'ait pas accepté l'offre de reprise de son site de Blanquefort et fustige l'attitude des responsables du constructeur américain.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, a regretté lundi que Ford ait rejeté la dernière offre de reprise de son site de Blanquefort, fustigeant l'attitude "indigne" du constructeur américain et entérinant la fermeture de l'usine.

"Nous regrettons que cette offre, une nouvelle fois, n'ait pas été acceptée par Ford et que la porte soit restée fermée", a expliqué le ministre lors d'une conférence de presse au terme d'une réunion à Bercy avec les représentants du personnel et les élus locaux de cette usine qui compte 800 salariés.

"L'attitude qu'a eue Ford (...) est indigne d'un grand groupe industriel et indigne des salariés qui se sont battus depuis des mois", a affirmé le ministre, assurant que "Ford doit payer ce qu'il doit aux salariés".

"Nous voulons que le plan social soit le plus solide possible pour l'ensemble des salariés de Ford", a-t-il affirmé, ajoutant que le constructeur devait aussi "payer pour le site et garantir sa

dépollution, ainsi que payer le territoire en amenant les fonds nécessaires à la réindustrialisation du site".

Des pistes possibles

"A partir du moment où Ford a pris cette décision définitive, maintenant c'est l'avenir qu'il faut imaginer", a ajouté le ministre, qui a assuré avoir lancé un groupe de travail pour en discuter.

"Nous avons créé un groupe entre les élus locaux, l'Etat, les représentants syndicaux pour travailler à l'avenir du site", a-t-il expliqué, précisant avoir "déjà des pistes possibles".

Ford avait confirmé auparavant qu'il refusait la dernière offre de reprise de Punch Powerglide pour son usine de Blanquefort et qu'il continuait de privilégier un plan social pour les salariés.

La nouvelle offre de reprise de Punch Powerglide, jamais détaillée, avait été annoncée triomphalement par Bercy il y a une semaine.

Ford avait déjà rejeté une première proposition à la mi-décembre en expliquant qu'elle ne lui paraissait pas assez solide, et affirmant qu'un plan social serait plus avantageux pour les salariés.